



Circulaire n° NOR : MOMO1728209C du 6 octobre 2017

Le ministre de l'économie et des finances,

Le ministre de l'action et des comptes publics,

La ministre des outre-mer,

à

Monsieur le Préfet de la Guadeloupe,

Madame la Préfète déléguée auprès du
représentant de l'État dans les collectivités de
Saint-Barthélemy et de Saint-Martin,

Monsieur le Directeur régional des Finances
Publiques de la Guadeloupe,

Monsieur le Directeur des entreprises, de la
concurrence, de la consommation, du travail et
de l'emploi, de la Guadeloupe.

OBJET : Dispositif d'aide exceptionnelle au redémarrage de l'activité pour les entreprises sinistrées à la suite des intempéries 5 au 7 septembre 2017 visées par l'arrêté du 8 septembre 2017 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle.

Réf. : Arrêté du 8 septembre 2017 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle.

Suite à la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle par l'arrêté du 8 septembre 2017, du fait des intempéries survenues après le passage de l'ouragan IRMA au cours de la période du 5 au 7 septembre 2017 dans les collectivités de Saint-Martin et Saint-Barthélemy, le Gouvernement a décidé la création d'une aide exceptionnelle pour le redémarrage des entreprises sinistrées.

La présente circulaire a pour objet de préciser le champ d'intervention, le montant et les modalités de versement de l'aide exceptionnelle pour le redémarrage de l'activité des entreprises sinistrées. La mise en œuvre de cette aide, qui doit bénéficier aux entreprises ayant de réelles et sérieuses difficultés pour redémarrer leur activité, doit être la plus réactive possible. Pour autant, elle ne doit pas se substituer aux dispositifs publics et assurantiels existants qui prendront le relais dans les meilleurs délais et de façon également accélérée, mais les compléter si nécessaire.

Compte tenu de ce qui précède et en raison de l'attention tout à fait particulière que porte le Gouvernement à ce dossier qui engage, dans une grande mesure, la crédibilité des services de l'Etat, nous vous demandons de veiller à prendre les mesures suivantes :

I- Procédure d'attribution des aides :

Un comité « inter-collectivités » d'examen des demandes d'aides doit être institué. Ce comité comprend, sous la présidence du préfet délégué ou de son représentant :

- le directeur régional des Finances publiques ou son représentant
- le directeur des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, ou son représentant
- le président de la collectivité de Saint-Martin ou son représentant
- le président de la collectivité de Saint-Barthélemy ou son représentant
- le président de la Chambre inter consulaire de Saint-Martin
- le président de la Chambre économique multi professionnelle de Saint-Barthélemy.

Vous veillerez à ce que le montant cumulé par une même entreprise de la présente aide au redémarrage, des indemnités versées pour le même objet par les assurances et de toute autre aide n'excède pas la valeur du préjudice réellement constaté.

Les aides sont versées par la DIECCTE aux entreprises bénéficiaires au vu des décisions du préfet délégué. La DIECCTE transmet à son comptable assignataire la décision du préfet délégué, accompagnée de l'état collectif et nominatif des entreprises bénéficiaires et complétée des relevés d'identité bancaire fournis par les demandeurs. Ces pièces justificatives pourront être transmises sous forme numérisée. La DIECCTE informera l'entreprise concernée de l'attribution de l'aide par le préfet délégué. Les aides seront versées sous 8 jours ouvrés sur le compte du bénéficiaire.

Les aides versées seront imputées sur le programme 134 « Développement des entreprises et du tourisme ». Ce dispositif est placé sous le régime cadre national SA. 40424 qui a été déclaré à la Commission européenne sur la base du RGEC.

II- Champ d'intervention de l'aide :

- **Nature des entreprises :** toutes les entreprises immatriculées au registre du commerce et des sociétés, ou au répertoire des métiers et de l'artisanat, ou registre des professionnels de santé pour l'exercice libérale d'une profession de santé, dont le chiffre d'affaire ne dépasse pas 1 million d'euros.
- **Domages pris en charge :** l'aide est accordée en priorité pour les dommages subis par l'outil professionnel nécessaire au fonctionnement normal de l'activité et pour les entreprises commerciales, artisanales, de services et industrielles des collectivités visées par l'arrêté du 8 septembre 2017 susmentionné. Cette aide est destinée aux entreprises qui connaissent une situation critique menaçant leur pérennité, malgré les dispositifs publics d'accompagnement existants (moratoire/étalement des charges fiscales ou sociales par exemple). Vous veillerez à ce que les entreprises des secteurs d'activités liés à la construction, à l'alimentation (stock alimentaire des artisans alimentaires) et à la médecine ambulatoire soient examinés de manière

prioritaire, de même que les entreprises artisanales, de production ou industrielles dont les machines et outils sont détruits.

III- Conditions d'éligibilité :

- **Éligibilité :** pour être éligibles, les entreprises doivent être immatriculées au registre du commerce et des sociétés, ou au répertoire des métiers et de l'artisanat. Les entreprises doivent, en outre, être localisées dans une des collectivités visées par l'arrêté du 8 septembre 2017 susmentionné. Elles doivent enfin avoir subi un dommage tel que l'activité normale de l'entreprise n'a pas repris au 16 septembre du fait :

- de l'insalubrité ou de l'inaccessibilité des locaux ;
- de la destruction ou de l'endommagement des moyens de productions ;
- de la destruction ou de l'endommagement des stocks de fournitures ou de produits.

Les entreprises éligibles doivent s'engager à utiliser l'aide pour remettre en état leurs locaux, moyens de production, ou reconstituer un stock pour redémarrer ou retrouver un niveau normal d'activité.

Par ailleurs, vous veillerez à ce que les entreprises soient à jour de leurs cotisations fiscales et sociales.

- **Détermination du montant de l'aide :** trois montants non cumulables peuvent être accordés sous forme de subvention aux entreprises sinistrées :

- Une aide d'un montant de 1000 euros peut être accordée à tout type d'entreprise dès lors qu'elle respecte les conditions d'éligibilité ;
- Une aide d'un montant de 5000 euros peut être accordée aux entreprises qui garantissent le maintien dans l'emploi de leurs salariés grâce au dispositif de chômage partiel ;
- Une aide d'un montant de 10 000 euros, versée en deux tranches, peut être accordée aux entreprises qui garantissent le maintien dans l'emploi de leurs salariés grâce au dispositif de chômage partiel. La deuxième partie de l'aide sera versée sur présentation de factures acquittées liées au redémarrage de l'activité de l'entreprise. Le montant versé au titre des deux tranches ne pourra excéder le montant total des factures présentées.

- **Articulation avec les aides versées au titre du fonds de secours :** le montant de l'aide versée au titre de la présente circulaire sera déduit de celui qui sera versé à la même entreprise au titre du fonds de secours pour les dépenses couvrant les mêmes préjudices.

IV- Modalités de versement des aides :

Les entreprises sollicitant l'attribution d'une aide devront fournir :

- Nom, adresse, numéro de SIRET et activité de l'entreprise ;
- RIB ;
- Attestation de vigilance de la caisse générale de sécurité sociale (CGSS) justifiant que l'entreprise est à jour de ses cotisations sociales au 5 septembre 2017¹;
- Déclaration de sinistre à l'assurance ;
- Pour les aides d'un montant supérieur à 1000 euros, la décision d'autorisation signée par le préfet justifiant de la mise en activité partielle des employés.
- Attestation sur l'honneur indiquant :

¹ La CGSS applique un moratoire du versement des cotisations sociales jusqu'à la fin 2017.

- que l'activité normale de l'entreprise n'a pas repris au 16 septembre 2017;
- que le total des aides sollicitées (hors remboursement des assurances) n'excède pas le montant restant à charge de l'entreprise ;
- que l'aide est destinée à contribuer au rétablissement de la marche normale de l'entreprise ;
- que l'entreprise s'engage à justifier des dommages totaux subis, des sommes couvertes par son assurance et de tout autre aide, une fois connus ;
- des photos des dégâts ou tout document relatif au préjudice.

Les décisions attributives de subventions doivent être signées avant le 1^{er} décembre 2017, date de la fin du dispositif d'aides.

Le montant cumulé par une même entreprise de la présente aide au redémarrage, des indemnités versées pour le même objet par les assurances et de toute autre aide ne peut excéder la valeur du préjudice réellement constaté. Le cas échéant, l'entreprise procédera au remboursement de l'aide au redémarrage à hauteur de l'excédent constaté.

L'aide au redémarrage est assujettie à l'impôt dans les conditions de droit commun.

Nous vous demandons de veiller à la stricte application de ces dispositions et de mobiliser les services de l'Etat pour ce faire et de nous faire retour de l'état récapitulatif des montants versés.

Pour le ministre de l'économie et des finances
Le directeur général des entreprises,

Pascal FAURE

Pour le ministre de l'action et des comptes publics,
Pour le directeur général des finances publiques,
La cheffe du service des collectivités locales,

Nathalie BIQUARD

Pour la ministre des outre-mer,
Le directeur général des outre-mer par intérim,

Charles GIUSTI